COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE



NOUS DEMANDONS UN MORATOIRE SUR LA SUPPRESSION DU TRAIN DE PRIMEURS PERPIGNAN – RUNGIS!



Les acteurs locaux concernés (élus, collectivités, syndicats professionnels ou de salariés) sont unanimes et s'engagent pour que la décision d'arrêt du train soit reportée. Ce délai doit permettre de mener toutes les études nécessaires au maintien d'une liaison ferroviaire.

Le 5 avril 2019, Michel Leprêtre, Président de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre interpellait publiquement le PDG de la SNCF et la Ministre Elisabeth Borne sur ce projet de fermeture. Si la SNCF a répondu, le Ministère de l'Ecologie reste pour l'instant muet.

Les contacts entre tous les acteurs publics et privés autour du MIN et à Perpignan se sont multipliés ces dernières semaines et convergent sur la nécessité de maintenir ce train, essentiel à l'activité des grossistes en fruits et légumes du MIN.
Les réactions publiques sont, elles

Les réactions publiques sont, elles aussi, unanimes pour dénoncer une décision en contradiction flagrante avec les discours écologiques portés jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.



Priorité à l'environnement!

Alors que l'avenir des routes et autoroutes ainsi que la fonction logistique sont en débat à la Métropole du Grand Paris et qu'une zone à faible émission se mettra en place, demandant aux familles des efforts financiers conséquents pour limiter, puis supprimer la circulation des véhicules polluant du cœur dense de notre agglomération, cette décision est un non-sens.

Dans ce contexte, nous ne devrions pas lutter contre la suppression d'un train de fret, mais bien travailler tous ensemble à accroitre le volume de marchandises transporté par le fer et non la route.

Un moratoire pour travailler des propositions

Après avoir rencontré tous les acteurs publics et privés concernés, nous demandons en urgence :

- Un moratoire sur l'arrêt de la liaison Perpignan – Rungis prévue le 29 juin
- Une rencontre de tous les
- acteurs avec le Préfet de Région
- Une audition commune au Ministère des Transports

« Nous devons obtenir un moratoire reportant la décision de suppression du train de fruits et légumes prévue fin juin. Ce délai permettrait de travailler à une solution permettant le maintien de la ligne MIN de Rungis/Perpignan.

Il est nécessaire de travailler ensemble pour dessiner un avenir qui réponde aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

Le Grand-Orly Seine Bièvre va missionner une expertise pour disposer, dans un temps court, d'un avis d'expert sur le dossier.

Nous engageons également des auditions de tous les acteurs concernés. »

Michel Leprêtre Président de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre

